

Observatoire de la Dissuasion

Bulletin mensuel

EMMANUELLE MAITRE
Observatoire sous la direction de
BRUNO TERTRAIS

FONDATION
pour la **RECHERCHE**
STRATÉGIQUE



SOMMAIRE

AVANT-PROPOS.....	3
VEILLE.....	4
1. États-Unis.....	4
3. Russie.....	4
4. Corée du Nord.....	4
5. Chine.....	4
QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES	5
1. Le retrait américain du traité FNI : quelles conséquences pour la Chine ? Par Valérie Niquet	5
2. Le retrait américain du traité INF : une situation inconfortable pour le Japon ? Par Valérie Niquet	8
QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES	10
1. Où en est la composante aérienne chinoise ?.....	10
PUBLICATIONS ET SEMINAIRES.....	13
1. Eyes Tight Shut: European Attitudes Towards Nuclear Deterrence Manuel Lafont Rapnouil, Tara Varma & Nick Witney, European Council on Foreign Relations, ECFR/275, décembre 2018.	13
2. Would U.S. leaders push the button? Wargames and the Sources of Nuclear Restraint. Reid B.C. Pauly, International Security, vol. 43, n°2, automne 2018, pp. 151–192	14
CALENDRIER	16

Janvier 2019

AVANT-PROPOS

Le retrait annoncé des États-Unis du Traité FNI concerne largement l'Asie. Ce bulletin s'intéresse donc aux conséquences pour la région de la décision américaine. Il évoque en particulier les réactions chinoises et japonaises à l'annonce de la Maison Blanche.

Par ailleurs, si les missiles terrestres sont au cœur des sujets débattus dans le cadre du FNI, les composants aéroportés prennent une place croissante dans les stratégies régionales conventionnelles et nucléaires. Ce bulletin s'intéresse en particulier au programme en cours de bombardier stratégique chinois.

Enfin, il relève deux publications récentes notables : une étude sur les attitudes des Européens vis-à-vis de la dissuasion et un travail d'analyse des *wargames* américains visant à évaluer la solidité du tabou nucléaire.

VEILLE

1. États-Unis

La [Missile Defense Review](#) est publiée le **17 janvier 2019**¹.

Le [deuxième sommet Trump-Kim](#) est en cours de préparation et devrait se tenir fin février au Vietnam².

Le **23 janvier 2019**, la NNSA indique l'achèvement du [programme d'extension de la durée de vie de la W76-1](#)³.

Le **24 janvier 2019**, Elisabeth Warren et Adam Smith propose une loi introduisant le [non-emploi en premier](#) dans la doctrine nucléaire américaine⁴.

3. Russie

Les États-Unis rejettent la résolution proposée par la Russie auprès des Nations Unies pour préserver le traité FNI, et [s'apprêtent à se retirer du traité](#) le **2 février 2019**. Pour Washington, la seule option envisageable pour que celui-ci subsiste serait que la Russie détruise son missile 9M729⁵. De son côté, la Russie montre publiquement le [missile incriminé](#) et son lanceur dans une conférence de presse le **23 janvier 2019**⁶.

Selon la presse, la Russie devrait déployer [30 drones sous-marins](#) Poséidon à capacité nucléaire dans les années à venir⁷.

4. Corée du Nord

Une [base d'opération non-déclarée](#) est découverte à Si-nori. Elle aurait pu servir, notamment à développer le missile balistique KN-15⁸.

5. Chine

Le **23 janvier 2019** a Chine [simule le lancement d'un ICBM](#) depuis un bunker souterrain⁹.

6. Pakistan

Du **24 au 31 janvier 2019**, le Pakistan se livre à une série d'essais du [Nasr](#), avec en particulier un essai de tir en salve¹⁰.

¹ 2019 *Missile Defense Review*, Department of Defense, 17 janvier 2019.

² « A Second North Korea Summit », *New York Times*, 22 janvier 2019.

³ « DOE AND NNSA Celebrate W76-1 Life Extension Program », Department of Energy, 23 janvier 2018.

⁴ Joe Gould, « Warren, Smith introduce bill to bar US from using nuclear weapons first », *Defense News*, 30 janvier 2019.

⁵ Robin Emmott, « Russia, U.S. fail to save missile treaty, Washington to pull out », *Reuters*, 16 janvier 2019.

⁶ Pavel Podvig, « Moscow shows the 9M729 missile and its launcher », *Russian Strategic Nuclear Forces*, 23 janvier 2019.

⁷ Franz-Stefan Gady, « Russia to Deploy Over 30 Nuclear-Capable 'Poseidon' Underwater Drones », *The Diplomat*, 14 janvier 2019.

⁸ « Undeclared North Korea: The Sino-ri Missile Operating Base and Strategic Force Facilities », *Beyond Parallel*, CSIS, 21 janvier 2019.

⁹ « China conducts mock intercontinental ballistic missile strike exercise », *Economic Times*, 23 janvier 2019.

¹⁰ Naveed Siddiqui, « Pakistan conducts another successful test launch of ballistic missile Nasr », *Dawn*, 31 janvier 2019.

I. Le retrait américain du traité FNI : quelles conséquences pour la Chine ?

Par Valérie Niquet

Confirmant les déclarations par tweet du président Donald Trump, et sa volonté de mettre fin au traité INF (*Intermediate range nuclear forces*), le Secrétaire d'État Mike Pompeo a déclaré devant l'OTAN le 4 décembre 2018 que les États-Unis avaient pris la décision de suspendre leurs obligations après un délai de 60 jours. Le traité FNI porte sur les lanceurs potentiellement nucléaires sol-air d'une portée de 500 à 5 000 km. Signé en 1987 entre les présidents Reagan et Gorbatchev, il est présenté par l'Administration américaine comme un « effort de bonne foi entre deux pays rivaux pour réduire le risque d'une guerre nucléaire ». Devant l'OTAN, Mike Pompeo réaffirmait aussi l'engagement et le rôle leader des États-Unis aux côtés de leurs alliés mais d'abord pour leur propre peuple (*on behalf of our people and our allies*)¹¹.

Concrétisation de cette évolution, la *Nuclear Posture Review 2018* mentionne également une révision des concepts et des options possibles d'acquisition de missiles intermédiaires conventionnels¹².

Officiellement, la cible principale de cette décision américaine est la Russie, accusée de n'avoir pas respecté les règles du traité en développant le missile de croisière SSC-8. Mais au-delà de la Russie, seule signataire du traité avec les États-Unis, le développement des capacités balistiques et nucléaires de pays comme l'Iran, la Corée du Nord et particulièrement la République populaire de Chine, « une puissance révisionniste qui exerce une pression coercitive sur les États-Unis et ses alliés en Asie », constitue une motivation peut-être plus puissante

encore¹³. Pour reprendre les termes du Secrétaire d'État Pompeo, ces pays peuvent acquérir « tous les missiles intermédiaires qu'ils souhaitent », sans aucune contrainte, contrairement aux États-Unis.

Lors de son audition devant la commission des forces armées du Congrès au mois d'avril 2017, l'amiral Harris, alors commandant des forces américaines dans le Pacifique (PACOM) déclarait déjà que « le traité limite les contre-mesures des États-Unis face aux missiles intermédiaires et de croisière détenus par la Chine et d'autres pays »¹⁴. Selon lui en effet, 95 % des 2 000 missiles qui composent l'arsenal de la force des lanceurs de l'APL, missiles de croisières ou balistiques, est composé de missiles à portée intermédiaire couverts par le traité FNI¹⁵. Par ailleurs, la RPC continue de développer activement cet arsenal et en a fait le cœur de sa stratégie d'interdiction face aux États-Unis en Asie, augmentant ainsi potentiellement sa capacité d'action, mais aussi les risques de crise militaire¹⁶.

Déployés essentiellement face à Taiwan, les missiles conventionnels DF-16 ont une portée de 800 à 1 000 km. Les missiles DF-15, potentiellement nucléaires, ont une portée de 600 km.

Les missiles conventionnels DF-21 C, d'une portée de 1 750 km, et DF-21 A, potentiellement nucléaires,

¹¹ [US Department of State](#), *Remarks by Mike Pompeo*, 04 décembre 2018.

¹² *Nuclear Posture Review 2018*, [Department of Defense](#).

¹³ US Department of States, *Remarks by Mike Pompeo*, op. cit.

¹⁴ Statement of Admiral Harry B. Harris Jr., U.S. Navy Commander, U.S. Pacific Command before the House Armed Services Committee on U.S. Pacific Command Posture, [Chambre des représentants](#), 26 avril 2017.

¹⁵ Idem.

¹⁶ Hans M. Kristensen, Robert S. Norris, « Chinese Nuclear Forces 2018 », [Nuclear Notebook](#), 28 juin 2018.

d'une portée de 2 150 km, couvrent depuis leurs bases sur le territoire chinois, l'ensemble des pays voisins de Pékin, dont le Japon, la péninsule coréenne et l'Inde. Le DF-21 D, d'une portée de 1 500 km, a été qualifié de « tueur de porte-avions » et le missile DF-26, présenté par la Chine lors du défilé militaire de 2017, comme « à double capacité nucléaire et conventionnelle » a une portée de 3 500 km. Enfin le missile nucléaire DF-4 a une portée de 4 500 à 5 500 km. En ce qui concerne les missiles de croisière, le HN-1 a une portée de 50 à 650 km et le HN-2 une portée de 1 800 km¹⁷. La question de la non-appartenance de la RPC au traité FNI est donc pertinente pour les États-Unis et leurs alliés en Asie.

Entre attentisme et dénonciations : les réactions de la Chine

Officiellement, les déclarations chinoises suivant l'annonce du désengagement américain du traité FNI sont restées relativement modérées. Pour Hua Chunying, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, « le retrait des États-Unis aurait un effet négatif sur le multilatéralisme »¹⁸. Le discours « officiel » chinois se situe toutefois à plusieurs niveaux, dont celui des déclarations d'éditorialistes et d'experts liés au pouvoir. Pour Lu Weidong, chercheur de l'Académie chinoise des sciences, qui s'exprime dans le *Global Times*, journal nationaliste « autorisé » qui permet d'exposer non-officiellement les positions chinoises sur les questions stratégiques, les déclarations de Donald Trump sont « sans fondement ». Pour Yang Chengjun, « spécialiste des questions balistiques », « le développement des missiles n'est pas difficile, c'est un moyen pour les pays en développement de renforcer leur puissance globale » dans un contexte de guerre asymétrique¹⁹.

Pour Tong Zhao, chercheur à la Carnegie, ce sont les « réactions impulsives de Donald Trump » qui constituent un réel danger. Il s'agit ici de jouer de la proximité des analyses concernant l'administration Trump avec l'Union européenne et le Japon pour

tenter de renforcer un front uni. Pour cet analyste, les menaces de retrait américain, et les références à la Chine, font peser un risque d'instabilité stratégique et de course aux armements²⁰. De même, pour un éditorialiste du *Global Times*, en réponse aux accusations qui pèsent sur la Chine, « Ce sont les États-Unis qui sont les plus grands perturbateurs de l'ordre mondial »²¹.

Rupture de confiance et conséquences sur l'engagement de la Chine dans la maîtrise des armements

Selon les analystes chinois, la position de Washington entraîne une « rupture de confiance », préalable à toute négociation sur la maîtrise des armements²². Le développement et le possible déploiement de missiles à portée intermédiaire par les États-Unis dans l'environnement de la Chine feraient peser une menace directe sur les capacités d'interdiction asymétriques de la RPC. Ces capacités reposent en effet sur son propre arsenal de missiles intermédiaires, qui couvrent l'ensemble d'un espace asiatique que Pékin a l'ambition de dominer à terme²³.

Selon le livre blanc chinois sur le contrôle des armements et la non-prolifération, la Chine respecte les principes de « confiance mutuelle », d'égalité et de coordination. Son engagement prend en compte trois facteurs qui sont la souveraineté nationale, le maintien de la stabilité stratégique et la promotion de la confiance et de la sécurité. Le retrait américain du traité FNI fournit un nouvel argument à la Chine lui permettant de faire porter la responsabilité de son non-engagement sur les États-Unis.

Pékin utilise également les positions russes pour dénoncer par avance l'échec d'éventuelles négociations sur les questions stratégiques et la course aux armements. Ce sont les États-Unis qui sont accusés d'avoir démantelé toute l'architecture de contrôle

¹⁷ Valérie Niquet, « L'APL, une force en mutation », *Note de la FRS*, n°02-2016, janvier 2016.

¹⁸ Ivan Tslichetchev, « If Trump Blows up US Russia Nuclear Treaty, China Will Pick up the Peace », *South China Morning Post*, 10 novembre 2018.

¹⁹ Leng Shumei, Ni Hao, « US Pull Out from INF Could Fuel Arms Race », *Global Times*, 21 octobre 2018.

²⁰ Tong Zhao, « Why China is Worried About the End of the INF Treaty », *Carnegie Endowment for International Peace*, 08 novembre 2018.

²¹ « Europe's Bruises Need More than Pompeo Sweet Wooing », *Global Times*, 06 décembre 2018.

²² Ivan Tselichtchev, op. cit. et Nathan Levin, « Why America Leaving the INF Treaty is China's New Nightmare », *The National Interest*, 22 octobre 2018.

²³ Caitlin Talmadge, « Beijing's Nuclear Option: Why A US-China War Could Spiral Out of Control », *Foreign Affairs*, nov-déc. 2018.

des armements et de non-prolifération des armes de destruction massive²⁴. Pourtant, comme le déclarait Vladimir Poutine en 2007, la Russie n'était pas hostile à un éventuel élargissement du Traité à d'autres acteurs, dont la Chine, dont les missiles intermédiaires font également partie de l'équation stratégique de russe.

²⁴ « US Nuclear Treaty Pull Out to Have Grave Consequences: Russia Deputy Foreign Minister », [Xinhua](#), 27 novembre 2018.

2. Le retrait américain du traité INF : une situation inconfortable pour le Japon ?

Par Valérie Niquet

L'ambiguïté des réactions japonaises face aux annonces américaines reflète l'inconfort de la position de Tokyo, qui a fait du désarmement nucléaire et de la dénonciation des armes de destruction massive une niche de sa politique étrangère mais est également liée aux États-Unis pour assurer sa défense. Au mois d'octobre 2018, Yoshihide Suga, Secrétaire général du gouvernement japonais, a déclaré que le Japon attachait « une grande importance au rôle historique du Traité et aux questions de contrôle des armements et du désarmement ». Le Japon « ne veut pas d'une situation où les États-Unis seraient obligés de se retirer, et espère que la situation va s'améliorer »²⁵. Pour Masashi Murano, chercheur au *Okazaki Research Institute*, la décision des États-Unis et le choix du moment ne sont pas compréhensibles²⁶. Selon des déclarations « officieuses » de membres du ministère des Affaires étrangères, le Japon demeure favorable à un renforcement des capacités de dissuasion des États-Unis, mais constate que la décision américaine est contraire aux principes du désarmement nucléaire. Face à ce dilemme, entre respect de ses principes d'engagement en faveur du désarmement nucléaire et prise en compte des menaces, dans un contexte stratégique qualifié de tendu, le Japon choisit « d'observer avec attention », l'évolution de la situation²⁷.

En dépit des évolutions récentes de sa politique de défense, le Japon demeure en effet dépendant des accords de défense qui le lient à Washington et de l'engagement des États-Unis en Asie²⁸. Le maintien de cet engagement, qui passe aussi par le renforcement des capacités de défense antimissiles et l'attachement au principe du parapluie nucléaire américain, de-

meure au cœur de la stratégie de sécurité de l'archipel. Pourtant, la décision des États-Unis met à nouveau en évidence la marginalisation du Japon dans le processus de décision de l'allié américain, comme le confirme la déclaration du Secrétaire général Suga qui « souhaite des entretiens diplomatiques avec les États-Unis ».

Pour le Japon, le poids des sentiments pacifistes dans l'opinion publique, à l'heure où le Premier ministre Shinzo Abe a l'ambition d'aboutir à une révision constitutionnelle qui « légaliserait » les forces d'autodéfense, est également un facteur important, au niveau des choix stratégiques comme à celui des enjeux de politique intérieure²⁹. Les responsables des deux plus importantes associations de *hibakusha* à Hiroshima et Nagasaki ont dénoncé la décision des États-Unis, « mauvais exemple » et nuisible à la dynamique de contrôle des armements, dont la ratification du traité d'interdiction complète des essais nucléaires par les États-Unis et la Chine³⁰.

Par ailleurs, le déploiement éventuel de missiles intermédiaires américains sur le territoire japonais, et notamment à Okinawa, renforcerait les oppositions déjà vives aux bases américaines. Redevenu un « porte-avions insubmersible » permettant aux États-Unis de déployer des missiles à portée intermédiaire sans mettre en danger ses propres porte-avions, le Japon, en cas de conflit, verrait son « statut » de cible potentielle renforcé. Cette perspective et intégration encore plus étroite de l'archipel au dispositif de défense du Pacifique Ouest dans le cadre de l'alliance pourraient renforcer l'opposition pacifiste à toute évolution de la politique de défense de l'archipel.

Une ouverture vers le développement des capacités de projection du Japon ?

²⁵ Conférence de Presse, sur Shervin Taheran, « Select Reactions to the INF Treaty Crisis », [Arms Control Now](#), 14 décembre 2018.

²⁶ Muneyoshi Mitsuda, « US Withdrawal from the INF Treaty Leaves Japan in Precarious Diplomatic Situation », [Mainichi](#), 23 octobre 2018.

²⁷ « Trump Says US Will Leave INF Nuclear Treaty Angers Russia, China, A Bomb Survivors », [Mainichi](#), 22 octobre 2018.

²⁸ Valérie Niquet, « La politique de défense du Japon : nouveaux moyens, nouvelles ambitions », [Defense & Industries](#), n°6, février 2016.

²⁹ 被曝者, victimes des bombardements atomiques, regroupés au sein de la puissante fédération des victimes des bombardements atomiques, créée en 1956.

³⁰ « Trump Says US Will Leave INF Nuclear Treaty Angers Russia, China, A Bomb Survivors », op. cit.

La question des missiles intermédiaires s'insère en effet dans le débat qui a considérablement progressé au Japon depuis le retour au pouvoir de Shinzo Abe en 2012 sur l'évolution d'une politique de défense strictement défensive vers l'acquisition de nouveaux moyens, adaptés à la montée des tensions en Asie, et à la défense des îles éloignées de l'archipel, dont l'archipel des Senkaku. Dans certains cercles, dont la fondation Sasakawa pour la paix, proche du pouvoir actuel, le débat sur la production, l'acquisition et le développement en commun avec les États-Unis, ou le repositionnement de missiles de croisière capables de frapper les bases ennemies, n'a jamais cessé depuis la décision de Washington de retirer ses missiles Tomahawk nucléaires (*sea launch*), annoncée par Barak Obama en 2010³¹. Au mois de décembre 2018, de nouvelles lignes de conduite pour le programme de défense 2019-2024 qui doit être adopté par la chambre ont été publiées. Elles marquent une rupture importante avec les principes de très grande prudence respectés jusqu'alors. La priorité officiellement exprimée est désormais de « développer des capacités de défense effectives, qui ne soient pas de simples prolongements des capacités existantes »³². Ainsi, le Japon prévoit d'acquérir des F-35B pour équiper les « porte-hélicoptères » *Izumo*, reconnaissant ainsi officiellement leur qualité de « porte-avions », jusqu'alors considérés comme des systèmes offensifs interdits par la Constitution. Des investissements très importants sont également consentis dans les domaines de l'espace et du cyberspace.

Surtout, le ministère de la Défense prévoit le financement d'un programme de recherche et développement de 13,8 milliards de yens pour accélérer le déploiement, dès 2026, de missiles porteurs d'une « *supersonic glide bomb* » officiellement destinée à la défense des îles Senkaku à partir de bases situées sur l'île de Ishigaki au sud de l'archipel des Ryukyu³³.

³¹ James L. Schoff, David Song, « Five Things to Know About Japan Possible Acquisition of Strikes Capability », [Carnegie Endowment for International Peace](#), 14 août 2017 ; [Yomiuri Shimbun](#), 20 novembre 2017 in Joseph Trevitchik, « Japan is looking at Developing its Very Own Land Attack Capable Cruise Missiles », [The Drive](#), 21 novembre 2017 ; Nathan Levin, op. cit.

³² « Clarify intentions behind the new defense program », [Japan Times](#), 19 décembre 2018.

³³ « Japan Developing Supersonic Glide Bomb to Defend Senkaku Islands », [Japan Times](#), 25 septembre 2018. Situé à Okinawa, Ishigaki est gouverné par un Maire très en pointe

Si le Traité INF concernait au premier chef les États-Unis, la Russie et l'Europe, les évolutions stratégiques majeures que l'Asie a connues depuis la fin de la Guerre froide imposent d'intégrer cette dimension nouvelle à tout débat futur sur l'évolution des négociations de contrôle des armements.

sur les questions de défense et favorable aux réformes prônées par le Premier ministre Abe.

QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES

I. Où en est la composante aérienne chinoise ?

Le dernier rapport de la *Defense Intelligence Agency* a mis l'accent en janvier 2019 sur la modernisation des forces de bombardiers chinois. En particulier, le rapport rendu public évoque le possible remplacement des actuels H-6 *Badger* par des équipements furtifs aux technologies beaucoup plus avancées à partir de 2025³⁴.



H-6

Le lancement d'un programme de remplacement pour le H-6 a été officialisé en Chine par le commandant de la PLAAF, le général Ma Xiaotian, en septembre 2016³⁵. Ce programme a été pris en

compte et commenté par les rapports officiels américains dès cette date.



Teaser du H-20 présenté à la télévision chinoise par l'entreprise AVIC

Des informations publiées par des médias chinois à l'automne 2018 ont permis d'en savoir davantage. En effet, la télévision chinoise a alors annoncé que le programme faisait « de grands progrès » et qu'il s'agissait d'un programme de bombardiers furtifs débuté peu après 2000. Inspiré du B-2 américain, le nouveau bombardier serait confié à la société *Xi'an Aircraft Industrial Corporation* (XAC).

Selon *The Diplomat*, un prototype du H-20 aurait été construit à partir de 2015. À partir d'un article publié sur un site de la PLA, le magazine a retenu plusieurs caractéristiques du bombardier :

- Furtivité ;
- Distance intercontinentale ;

³⁴ [Defense Intelligence Agency](#), « China Military Power, Modernizing a Force to Fight and Win », 2019.

³⁵ Derek Grossman, Nathan Beauchamp-Mustafaga, Logan Ma et Michael S. Chase, *China's Long-Range Bomber Flights, Drivers and Implications*, [Rand Corporation](#), 2018.

- Charge inférieure à celle du B-2 mais supérieure à celle du H-6K ;
- Possibilité d'emporter des charges nucléaires et conventionnelles ;
- Capacité renforcée de combat électronique³⁶ et de communication et de contrôle³⁷ ;
- Polyvalence³⁸.

Selon d'autres organes de presse, le Hong-20 aurait un poids maximum au décollage de 200 tonnes et une charge utile de près de 45 tonnes³⁹. Le Département de la Défense a estimé une portée de 8 500 km⁴⁰, mais certains médias chinois ont évoqué une portée de 12 000 km. Le chiffre de 10 000 km pour un rayon d'action de 5 000 a également été avancé⁴¹. Par ailleurs, la portée pourrait être allongée par des capacités de ravitaillement en vol déjà développées pour le H-6K⁴².

Le nouveau bombardier chinois pourrait emporter des missiles de croisière CJ-10K ou CJ-20, conventionnels ou nucléaires, permettant à la Chine de disposer d'une Triade nucléaire crédible. Le déploiement de cette nouvelle flotte de bombardiers représente tout autant un avantage conventionnel majeur puisqu'elle pourrait accroître les capacités de déni d'accès de Pékin et en particulier menacer

les groupes aéronavals américains dans un espace Pacifique élargi. Le H-20 pourrait également servir de moyen de reconnaissance pour d'autres armes déployées sur le territoire chinois⁴³.

La conception d'avion furtif a longtemps été ralentie en Chine par les difficultés à développer un moteur à turboréacteur de haute performance. L'institut n°603 de conception aéronautique, désigné comme partenaire de XAC, aurait permis de réaliser des progrès majeurs sur ce point⁴⁴. Le développement du J-20 et F-31 aurait également permis des améliorations notables en matière de furtivité⁴⁵.

Les investissements réalisés au titre du H-20 permettront de confirmer l'existence d'une Triade nucléaire chinoise, sujet qui suscite aujourd'hui des interrogations. En effet, le dernier rapport du DIA estime que depuis 2017, les Forces aériennes se sont vues réaffecter une mission nucléaire, « *probablement avec un bombardier stratégique en développement* »⁴⁶. Des journalistes comme Ankit Panda ont estimé que le H-6K était déjà capable d'emporter des missiles de croisière CJ-20 conventionnels ou nucléaires⁴⁷.

Le gouvernement américain a modifié sa perspective sur cette question très récemment. En 2017, le Pentagone indiquait que la PLAAF n'avait pas de mission nucléaire⁴⁸. En 2018, le rapport remis au Congrès a fait évoluer cette évaluation en indiquant, au conditionnel, que « *the PLAAF has been*

³⁶ Un commentaire chinois fait état d'un avion capable de « *disturb and destroy incoming missiles and other air and ground targets through a range of equipment including radar, electronic confrontation platform, high power microwave, [and] laser and infrared equipment.* » Voir Derek Grossman, Nathan Beauchamp-Mustafaga, Logan Ma et Michael S. Chase, op. cit.

³⁷ « *Capable of large-capacity data fusion and transmission to interact with large sensor platforms like UAV [unmanned aerial vehicles], early warning aircraft and strategic reconnaissance to share information and targeting data* ». Ib.

³⁸ Rick Joe, « China's Future Stealth Bomber Fleet », [The Diplomat](#), 3 mai 2018.

³⁹ Kristin Huang, « Why the new H-20 subsonic stealth bomber could be a game changer for China », [South China Morning Post](#), 21 octobre 2018.

⁴⁰ [Annual Report to Congress](#), Military and Security Developments involving the People's Republic of China, 2018, Office of the Secretary of Defense, 16 mai 2018.

⁴¹ « Expert: If Air-Refuelable H-6K Is True, Its Range Will Exceed 10,000 km » [“专家：空中受油型轰-6K 若属实其航程将超 1 万公里”], [People's Daily Online](#), 18 août 2017.

⁴² Idem.

⁴³ « Intel Report Confirms China Developing Stealthy Tactical Bomber In Addition To Strategic Bomber », [The War Zone](#), [The Drive](#), 16 janvier 2019.

⁴⁴ Franz-Stefan Gady, « China to Unveil New Stealth Bomber During Military Parade in 2019 », [The Diplomat](#), 17 octobre 2018.

⁴⁵ Zhang Tao, « Rear Admiral: China's Development of H-20 Bomber Just in Time », [China Military Online](#), 7 décembre 2016.

⁴⁶ [Defense Intelligence Agency](#), op. cit.

⁴⁷ Ankit Panda, [Twitter](#), 19 mai 2018.

⁴⁸ [Annual Report to Congress](#), Military and Security Developments involving the People's Republic of China, 2017, Office of the Secretary of Defense, 5 mai 2017.

newly re-assigned a nuclear mission, which would create a nuclear triad »⁴⁹.

Le H-6K a néanmoins été utilisé depuis 2015 dans une fonction largement conventionnelle, avec notamment des vols d'essais sur des longues distances permettant de démontrer les capacités chinoises à agir dans la région Pacifique⁵⁰. Grâce à sa capacité à être ravitaillé en vol, le H-6 aurait désormais une portée étendue à 12 000 km⁵¹. Cette portée étendue pourrait rendre crédible la thèse d'une mission stratégique pour la flotte chinoise⁵².

La Chine posséderait aujourd'hui environ 130 H-6, dont 36 version modernisée H-6K. Les premiers modèles ont été tirés des plans du Topolev-16 achetés à l'Union Soviétique dans les années 1950⁵³. Sous le vocable H-6A, ils ont notamment servi à des essais nucléaires atmosphériques. Mais l'avion utilisé semblait davantage être un démonstrateur technologique qu'un avion de combat opérationnel⁵⁴.

Les efforts chinois pour compléter leur Triade nucléaire pourraient déjà avoir abouti et seront renforcés par l'arrivée du H-20. Cela dit, la mission nucléaire ne saurait justifier intégralement les efforts consentis par Pékin pour se doter de bombardiers à long rayon d'action. La volonté de dissuader toute intervention à proximité de ses côtes, de défendre ses prérogatives maritimes voire de faire pression politiquement sur Taiwan est également perceptible. Par ailleurs, le rôle de prestige lié au développement de telles capacités, notam-

ment auprès du public chinois, ne doit pas être négligé⁵⁵.

⁴⁹ [Annual Report to Congress](#), Military and Security Developments Involving the People's Republic of China, 2018, op. cit.

⁵⁰ Derek Grossman, Nathan Beauchamp-Mustafaga, Logan Ma et Michael S. Chase, op. cit.

⁵¹ Andreas Rupprecht, « Modern Chinese Warplanes », Facebook, 15 août 2017.

⁵² « China's Newest Air-Refuelable Modified H-6 Revealed: Range Sharply Increased, Can Fly Around Japan » [“中国最新受油改进型轰 6 曝光 航程猛增可绕飞日本”], *Sina*, 15 août 2017.

⁵³ David Axe, « The H-6K Is China's B-52 », [War is Boring](#), 8 juillet 2015.

⁵⁴ Hans Kristensen et Robert Norris, « Chinese Nuclear Forces », [Bulletin of the Atomic Scientists](#), vol. 74, n° 1, 2018.

⁵⁵ Derek Grossman, Nathan Beauchamp-Mustafaga, Logan Ma et Michael S. Chase, op. cit.

I. **Eyes Tight Shut: European Attitudes Towards Nuclear Deterrence**

Manuel Lafont Rapnouil, Tara Varma & Nick Witney, European Council on Foreign Relations, ECFR/275, décembre 2018.

Une idée principale sous-tend cet article : l'Europe ne peut pas atteindre l'« autonomie stratégique » (« *strategic autonomy* ») à laquelle elle prétend si elle n'acquiert pas une force nucléaire de dissuasion qui lui soit propre. La question de savoir si l'Europe doit acquérir son propre moyen de dissuasion demeure l'objet de controverses – mais plus problématique encore est le manque de discussion sur ce sujet. Un grand nombre de pays n'ont pas remis en question leur avis sur ce problème depuis des années. Pourtant le contexte géopolitique a depuis largement évolué : la Russie est de plus en plus perçue comme une menace par les pays européens du fait de son comportement agressif envers ses voisins, les États-Unis se retirent de plusieurs de leurs engagements passés, ce qui remet en cause la crédibilité des garanties de sécurité qu'ils offrent à leurs alliés européens, la Corée du Nord travaille au développement de missiles de plus en plus perfectionnés et apparaît de manière générale comme un acteur déstabilisant dans la région, un risque de prolifération accru est présent au Moyen-Orient – plus particulièrement en Iran –, alors qu'un nouvel élan vers l'abolition complète des armes nucléaires vient d'être formalisé par le Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN) ainsi que par de nombreuses discussions sur cette thématique aux Nations Unies. Dans ce contexte, cet article appelle à renouveler le débat sur les armes nucléaires en Europe.

Il apparaît que les pays européens sont globalement en faveur du désarmement. Mais pour mieux comprendre la position de chaque pays, les auteurs ont procédé à une série d'entretiens qui leur a permis de dresser la typologie suivante :

- Les « *true believers* » (France, Pologne, Roumanie, Royaume-Uni) soutiennent fortement un moyen de dissuasion propre à l'Europe.
- Les « pragmatiques » (Belgique, Estonie, Italie, Lituanie, Lettonie, République tchèque) reconnaissent le rôle et l'importance de la dissuasion nucléaire dans le contexte de la stratégie de défense de l'OTAN.
- Les « *conflicted* » (Allemagne, Pays-Bas, Suède) sont confrontés à une forte divergence entre les opinions de leurs populations, plutôt en faveur d'un désarmement total et global, et de leurs gouvernements qui se montrent, eux, ouverts à la dissuasion nucléaire en conséquence du contexte international actuel.
- Les « conformistes » (Croatie, Danemark, Espagne, Grèce, Hongrie, Luxembourg, Portugal, Slovaquie, Slovénie) s'alignent avec la position de l'OTAN sur les thématiques nucléaires.
- Les « neutres » (Autriche, Irlande, Malte, Chypre, Finlande) rejettent l'idée d'une force nucléaire de dissuasion européenne.

Cinq facteurs expliquent les différentes positions des pays sur la question d'un moyen de dissuasion nucléaire : la perception de la Russie comme une menace, l'incertitude croissante liée aux garanties de sécurité américaines, les risques de prolifération (en particulier de la Corée du Nord), le risque grandissant du terrorisme nucléaire, et enfin le risque d'accident militaire nucléaire (qui préoccupe particulièrement Malte et la Finlande). De plus, les pays

européens sont divisés sur la question du TIAN, même si la plupart des pays interrogés, en particulier ceux qui font partie de l'OTAN, y sont fortement opposés. Même sur la question du désarmement, au-delà du consensus global mais vague qui tend à y être en faveur, les pays européens adoptent des points de vue variés et se positionnent sur un large spectre allant du soutien général aux dynamiques de réduction et de non-prolifération nucléaires à l'abolition totale de ce type d'armements. Globalement, les auteurs regrettent particulièrement le manque d'attention porté à cette problématique, s'exprimant principalement par un niveau de débat largement insatisfaisant.

Dès lors, la question de l'acquisition d'un moyen de dissuasion au niveau européen reste ouverte. Le problème n'est pas seulement de savoir si l'Europe devrait avoir sa propre force nucléaire de dissuasion nucléaire ; il faut également se demander comment une telle force pourrait être acquise : le Royaume-Uni et la France pourraient-ils fournir un parapluie nucléaire fiable aux autres pays européens ? Si oui, comment réagiraient les États-Unis ? L'Europe serait-elle crédible – en particulier aux yeux de la Russie ? À quel prix la France et le Royaume-Uni accepte-

raient-ils de fournir des garanties de sécurité aux autres pays européens ? Et qu'en sera-t-il du rôle de la Grande-Bretagne dans le contexte du Brexit ? Toutes ces questions doivent selon ce rapport être traitées, mais resteront sans réponse tant que les pays européens ne sont pas disposés à clairement se les poser et à engager des discussions profondes et constructives sur la dimension nucléaire de la défense de l'Europe. Si les efforts déployés par la France et le Royaume-Uni depuis quelques années pour se consulter plus régulièrement sur les thématiques nucléaires sont pour les auteurs louables, la coopération en ce domaine se doit d'être approfondie afin que ces deux pays puissent offrir des garanties de sécurité crédibles à leurs confrères européens. De l'autre côté, les pays européens dans leur ensemble se doivent à leurs yeux de s'intéresser plus fortement à la possibilité de développer une force nucléaire proprement continentale à partir des capacités britanniques et françaises – et cela commence avec un dialogue approfondi entre les pays concernés.

2. ***Would U.S. leaders push the button? Wargames and the Sources of Nuclear Restraint.***

Reid B.C. Pauly, *International Security*, vol. 43, n°2, automne 2018, pp. 151–192

À travers l'analyse des résultats de *wargames* mis en scène aux États-Unis pendant la Guerre froide, Reid B.C. Pauly a évalué les raisons pour lesquelles le recours à l'arme nucléaire en situation de crise est extrêmement rare, même inexistant depuis 1945. Le *wargame*, ou jeu de guerre, utilisé notamment pour tester certaines théories des relations internationales, implique la mise en confrontation de deux équipes (Blue team contre Red team) pendant une durée d'en général trois ou quatre jours à raison de plusieurs heures par jours. Par rapport à d'autres méthodes employées pour comprendre le non-usage de l'arme nucléaire, comme les expériences de laboratoire, permettant de mesurer la disposition de l'interrogé à utiliser la force dans un scénario donné, ou les sondages de l'opinion publique, les jeux de guerre ont l'avantage considérable de consister en une véritable mise en situation dans laquelle les

joueurs, principalement des élites, sont des acteurs réels dont les décisions influent sur le déroulement de l'Histoire. Bien sûr, comme toute méthode servant à tester des théories, les *wargames* ont leurs limites. En particulier, les acteurs peuvent être enclins à se comporter de manière plus agressive, notamment en raison de l'anonymat par lequel ils sont couverts. De surcroît, ce type d'expérimentation a montré que les acteurs pouvaient avoir tendance à se comporter conformément à ce qu'ils pensent qu'on attend d'eux plutôt que comme ils se comporteraient si la situation était réelle.

Face au constat évident de la non-utilisation de l'arme nucléaire depuis 1945, Reid B.C. Pauly a formulé plusieurs hypothèses visant à fournir une explication :

- H1 : Dissuasion (« *Deterrence* »). Les participants n'utiliseront pas l'arme nucléaire contre les adversaires dotés et leurs alliés de peur que ceux-là ne répondent par une frappe nucléaire.
- H2 : Faisabilité (« *Practicability* »). Les participants n'utiliseront pas l'arme nucléaire du fait de l'efficacité et des avantages présentés par les alternatives conventionnelles.
- H3 : Précédent (« *Precedent* »). Les participants ne voudront pas créer un précédent en matière d'utilisation de l'arme nucléaire de peur que cela ne catalyse la prolifération de cette dernière.
- H4 : Réputation (« *Reputation* »). Les participants seront dissuadés par la crainte que leur réputation personnelle et celle de leur pays ne soient entachées.
- H5 : Éthique (« *Ethics* »). Les participants percevront l'utilisation de l'arme nucléaire comme aberrante en ce qu'elle implique beaucoup de dommages collatéraux.

En ce qui concerne les participants, Reid B.C. Pauly envisage deux scénarios : soit les « élites stratégiques » participant aux *wargames* – ces élites étant définies de manière très large comme ayant une meilleure compréhension des effets des armes nucléaires, une sensibilisation à la stratégie nucléaire ainsi qu'aux arguments justifiant le non-usage, une connaissance et sensibilité historique affûtée, ou encore une meilleure appréhension des coûts d'une guerre, pour ne nommer que quelques critères –

seront plus réticentes à utiliser l'arme nucléaire que les jeunes officiers chargés des tâches opérationnelles ; soit les deux témoigneront de la même réticence à les employer.

À partir de l'analyse d'archives déclassifiées d'un certain nombre de simulations, Reid B.C. Pauly a pu tirer les conclusions suivantes : tandis que les hypothèses 1, 2, et 4 se trouvent confirmées, les deux restantes ont été beaucoup moins vérifiées. La dissuasion reste l'explication la plus importante, mais elle ne peut pas, pour l'auteur, à elle seule, expliquer l'absence d'utilisation des armes nucléaires depuis 1945. La faisabilité ainsi que la réputation sont deux dynamiques extrêmement importantes qui viennent compléter cette dynamique. En ce qui concerne les personnes impliquées dans la simulation, malgré une « aversion », en leurs propres termes, partagée entre les élites et les non-élites à employer l'arme nucléaire, les élites se sont montrées plus réticentes à son utilisation.

L'étude des résultats montre que l'arme nucléaire a été utilisée à trois occurrences dans les simulations de guerre, et que cela a mené à une escalade nucléaire dans au moins deux des cas (le rapport du troisième jeu étant indisponible). Si les participants ont exprimé leur regret d'avoir dû prendre de telles mesures, et que de manière générale il a pu être constaté que les élites et les seniors sont moins enclins au recours à une action si agressive, ces trois expériences montrent les limites de la logique du non-usage. La dissuasion, la faisabilité, le précédent, la réputation et l'éthique n'ont pu empêcher la situation de dégénérer dans ces trois exemples. Même si le recours à l'arme nucléaire semble encore relativement improbable, force est de prendre en compte l'inquiétude grandissante de certains universitaires quant aux potentielles failles de la logique du non-usage.

CALENDRIER

- **7 février 2019, 17h-19h** : "The Courtroom of World Opinion": Bringing the International Audience into Nuclear Crises, Débat avec Debak Das, CERI, Sciences-Po
- **7 février 2019, 18h-20h** : Engagements scientifiques et mouvements de désarmement, état de la recherche, Séminaire de recherche d'Histoire globale du nucléaire militaire (CIENS – ENS/PSL), Paris
- **21 février 2019, 18h-20h** : Engagements scientifiques et mouvements de désarmement, à travers l'étude de cas du mouvement Pugwash. Autour de Jacques Bordé et Annick Suzor-Weiner (Pugwash France), pour une présentation sur « La Science et les Affaires du Monde : genèse, actions et évolutions du mouvement international Pugwash », Séminaire de recherche d'Histoire globale du nucléaire militaire (CIENS – ENS/PSL), Paris